

Fonctionnement de la Trading Region France (TRF) et affermissement de capacités supplémentaires en hiver vers l'Espagne

Date de la contribution : 11/07/2021

Introduction

PROPOS LIMINAIRES :

L'UNIDEN dresse un bilan positif de la mise en place de la zone de marché unique du gaz naturel en France. Néanmoins, l'écart de prix entre la place de marché américaine (Henry Hub) et les places de marché européennes (PEG et TTF) restent un sujet de préoccupation majeur pour nos membres.

Depuis sa mise en place en Novembre 2018, la TRF a permis de renforcer la compétitivité des consommateurs industriels français et de garantir leur sécurité d'approvisionnement.

Pour faire face aux possibles congestions, GRTGaz peut faire appel à différents mécanismes de marché ainsi qu'au spread localisé, in-fine supportés financièrement par le consommateur final.

L'UNIDEN est donc vigilante à ce que toute modification des conditions d'exploitation du réseau n'entraîne pas une augmentation du risque de congestions. L'apparition de ces nouvelles difficultés d'exploitation du réseau peut entraîner une hausse de la fréquence et du coût de l'appel au spread localisé.

L'UNIDEN est donc opposée à l'augmentation du niveau de capacités fermes en sortie du réseau PITS Atlantique

à 371 GWh/j

Pour toutes les autres évolutions, l'UNIDEN propose que le processus d'évolution des seuils de fonctionnement du réseau puisse avoir lieu progressivement, en plusieurs étapes. Ainsi, la CRE pourra intervenir pour stopper le processus d'évolution, si le coût d'appel aux spreads localisés devient excessif pour le consommateur.

L'UNIDEN n'est pas opposée :

- **à l'affermissement des 60GWh/jour de capacité interruptible vers l'Espagne au PIV Pireneos pour l'hiver 2021-2022.**
- **aux autres points proposés dans la présente consultation**



Retour d'expérience après deux ans et demi de fonctionnement de la zone de marché unique

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant le bilan après deux ans et demi de fonctionnement de la TRF ?

L'UNIDEN partage l'analyse de la CRE à propos des gains de compétitivité et de sécurités d'approvisionnement, permis par la mise en place de la TRF. Cependant, la résolution des congestions via les mécanismes de marché représente un coût qui est supporté par le consommateur final. Il est attendu par le consommateur que ce coût reste maîtrisé en toutes circonstances.

Expérimentation de l'affermissement des capacités vers l'Espagne au PIV Pirineos en hiver

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'affermissement des 60 GWh/j de capacité interruptible vers l'Espagne au PIV Pirineos pour l'hiver 2021-2022 ?

Favorable

Commentaire :

L'UNIDEN n'est pas opposée au projet d'affermissement de capacités en sortie du réseau français vers l'Espagne au point d'interconnexion virtuel (PIV) Pirineos. Les bénéfices apportés pour le consommateur Français sur le coût du réseau sont très faibles, alors que les risques semblent être sous-évalués.

Les hypothèses utilisées dans le cadre des simulations menées par Téréga et GRT Gaz sont basées sur un historique court, c'est-à-dire depuis la mise en place de la TRF en Novembre 2018 :

- Depuis les approvisionnements de GNL ont fait preuve d'une volatilité importante. Par exemple lors de l'hiver 2020/2021, très peu de cargaisons de GNL ont été livrées en Europe, car les exportateurs ont redirigé les volumes vers l'Asie.
- La consommation a également été altérée en 2020 en raison de la crise sanitaire, qui a conduit à une diminution de l'activité économique.

L'Espagne est fortement dépendante des approvisionnements de GNL en raison de son positionnement géographique en Europe.

La sécurité d'approvisionnement de la France dépend de plus en plus des approvisionnements de GNL, depuis l'arrêt programmé du gisement de Groningue et de la baisse des flux depuis les pays d'Europe du Nord.

Lorsque la France reçoit peu de GNL, il est donc probable que l'Espagne subisse simultanément les mêmes difficultés d'approvisionnement.

Conserver des capacités interruptibles vers l'Espagne permet donc de protéger le consommateur Français des coûts supplémentaires liés à une baisse de la sécurité d'approvisionnement. Ces dépenses additionnelles et non nécessaire pour le consommateur français peuvent être liées à un, déclenchement des mécanismes de marché pour résoudre les congestions (spreads localisés).

Autres évolutions aux points d'entrée et de sortie du réseau principal

Question 3 : Êtes-vous favorable à la fixation du niveau des capacités fermes en sortie du réseau au PITS Nord-Est à 124 GWh/j ?

Favorable

Commentaire :

L'UNIDEN est favorable à cette mesure car elle ne semble pas augmenter le risque de congestion. Le PITS Nord-Est se situe à l'amont des limites usuelles dans le sens Nord>Sud.

Question 4 : Êtes-vous favorable au maintien du niveau des capacités fermes en sortie du réseau au PITS Atlantique à

340 GWh/j ?

Défavorable

Commentaire :

L'UNIDEN porte un avis défavorable sur l'augmentation du niveau de capacités fermes en sortie du réseau PITS Atlantique à 371 GWh/j et partage donc l'avis de la CRE. Le coût du spread localisé est porté par le consommateur final et peut devenir important (plusieurs M€). Depuis sa mise en place, le spread localisé a été peu souvent sollicité. L'historique est donc faible et constitue un échantillon non représentatif des coûts qui peuvent survenir dans les prochaines années.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre du mécanisme de netting au PIV Pirineos ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

L'UNIDEN ne se prononce pas sur la question, le mécanisme étant applicable aux seuls jours de travaux, d'après l'exemple des autres PIR.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre de l'offre Use it and Buy It (UBI) dans les deux sens des flux aux PIR Virtualys, Obergailbach et Oltingue, telle que proposée par GRTgaz ?

Favorable

Commentaire :

L'UNIDEN n'est pas opposée à ce projet et partage l'avis de la CRE. Ces évolutions peuvent contribuer à une meilleure circulation des flux en situation dégradée, ce qui conduit à renforcer la liquidité de la zone PEG.

Maintenances

Question 7 : Êtes-vous favorable à la proposition d'augmenter le seuil des « petites maintenances » de 30 GWh/j à 90 GWh/j en octobre pour NS4 et S1 et à 120 GWh/j en octobre et novembre pour les autres limites ?

Favorable

Commentaire :

L'UNIDEN est favorable à cette proposition, seulement si le scénario demandé par la CRE ne présente de déclenchement excessif du spread localisé (>50k€/an).

L'historique de déclenchement du spread localisé est faible. L'UNIDEN propose que le processus d'augmentation de ces seuils puisse avoir lieu en plusieurs étapes. Ceci permettrait à la CRE de pouvoir intervenir pour stopper l'augmentation de ces seuils, si le coût d'appel aux spreads localisés devient excessif pour le consommateur.

Liste des pièces jointes à la contribution :

Consultation CRE TRF - vdef.pdf